

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

N° 2025-001 - TRAVAUX DE RÉFECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ ET DES
VERRIÈRES DU RESTAURANT DE LA MÉTÉOPÔLE

MAÎTRE D'OUVRAGE : METEO FRANCE

CATÉGORIE DE L'OPÉRATION : 2



Ind.	Date	Rédigé par	Phase chantier	Observations
0	28/05/2025	MARIE RUBIRA	DCE	AE reçu le 29.04.2025
1	28/05/2025	MARIE RUBIRA	DCE	MAJ selon remarques MOA



Sommaire

A - Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et, notamment, ceux complétant la déclaration préalable	4
1. Précisions sur l'opération	4
2. Liste des intervenants	5
3. Analyse environnementale	6
B - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur	9
1. Installations de chantier	9
2. Plan d'Installation de chantier à charge du lot 01	12
3. Mutualisation des moyens : récapitulatif des moyens retenus en phase conception par le maître d'ouvrage	12
C- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent	14
1. Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales	14
2. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses	17
4. Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	18
5. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés	19
6. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale	19
7. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	22
Phase TRAVAUX	23
D- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	26
E- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	28
1. Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article R. 4533-1	28
F- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière	29
G- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.	31
H- Annexes	32
1. Fiche En cas d'accident	32
2. Projet de plan d'installation de chantier	33
3. Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (R476)	33

Glossaire des termes

Démol	Démolition Curage	PB	Plomberie Sanitaire
DESAM	Désamiantage	DFUM	Désenfumage
VRD	Voirie Réseaux Divers	EL	Electricité
GO	Gros oeuvre	PV	Photovoltaïque
T	Terrassement	CVC	Chauffage Ventilation Climatisation
CHARP	Charpente	ASC	Ascenseur
COUV	Couverture		
ETAN	Etanchéité	MO	Maîtrise d'Ouvrage
ISOL	Isolation projetée	MOE	Maîtrise d'Oeuvre
FA	Façade	OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination
BARD	Bardage	CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé
MEX	Menuiserie Extérieure		
SER	Serrurerie	EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
MIN	Menuiserie Intérieure	TCE	Tous Corps d'Etats
PLAQ	Cloisons Doublages	CES	Corps d'Etats Secondaires
PEINT	Peinture	CP	Compte prorata
CAR	Carrelage	SO	Sans objet

Documents transmis au CSPS à la rédaction du PGC

SUIVI DOCUMENTAIRE				
CONCEPTION				
Documents	SO	Demandé le	Reçu le	Commentaires
Repérage amiante avant travaux	<input type="checkbox"/>	02/05/2025		
Repérage plomb avant travaux	<input type="checkbox"/>	02/05/2025		
CCTP	<input type="checkbox"/>	02/05/2025	26/05/2025	CCTP V2
	<input type="checkbox"/>		28/05/2025	CCTP V4
Plans	<input type="checkbox"/>	02/05/2025	26/05/2025	Plans V2 et Annexes
DT	<input type="checkbox"/>			
Etude de sol	<input type="checkbox"/>			
Réunion de concertation	<input type="checkbox"/>			
Projet de plan d'installation de chantier	<input type="checkbox"/>			
Planning	<input type="checkbox"/>		26/05/2025	
	<input type="checkbox"/>			
	<input type="checkbox"/>			

A - Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et, notamment, ceux complétant la déclaration préalable

1. Précisions sur l'opération

Description des travaux : Le projet concerne la réfection des étanchéités du restaurant du météopole de Toulouse et le remplacement des verrières.

L'objectif de l'opération est de refaire à neuf l'étanchéité des toitures du restaurant du météopole de Toulouse :

Lot n°1 – Etanchéité :

- o Les installations de chantier.
- o Les travaux préparatoires.
- o Le complexe d'étanchéité avec protection lourde.
- o La fourniture et pose de garde-corps.
- o Les couvertines.
- o Des ouvrages divers (étanchéité des points singuliers, la gestion des EP, etc.).
- o La dépose repose des équipements « fluides ».
- o Les interventions diverses.

Lot n°2 – Serrurerie - couverture :

- o Les travaux préparatoires.
- o La dépose et évacuation des structures acier.
- o Le remplacement des verrières.
- o La fourniture et pose d'une échelle à crinoline.
- o La fourniture et pose d'une échelle à crinoline d'accès direct à la toiture haute du bâtiment.
- o La réalisation d'une plate-forme et d'un escalier permettant l'accès à l'une des toitures.

Adresse de l'opération : 42 Av. Gaspard Coriolis 31100 Toulouse

Détails des travaux :

Nature des travaux	Réfection étanchéité et verrières
Date de démarrage	01/09/2025
Durée prévisionnelle	3 mois
Nombre de phase	1
Effectif moyen prévisionnel	6
Effectif de pointe	10
Nombre de lots	2
Date transmission déclaration préalable	A transmettre aux 3 organismes de prévention, à charge de la MOA

Détails de l'ouvrage :

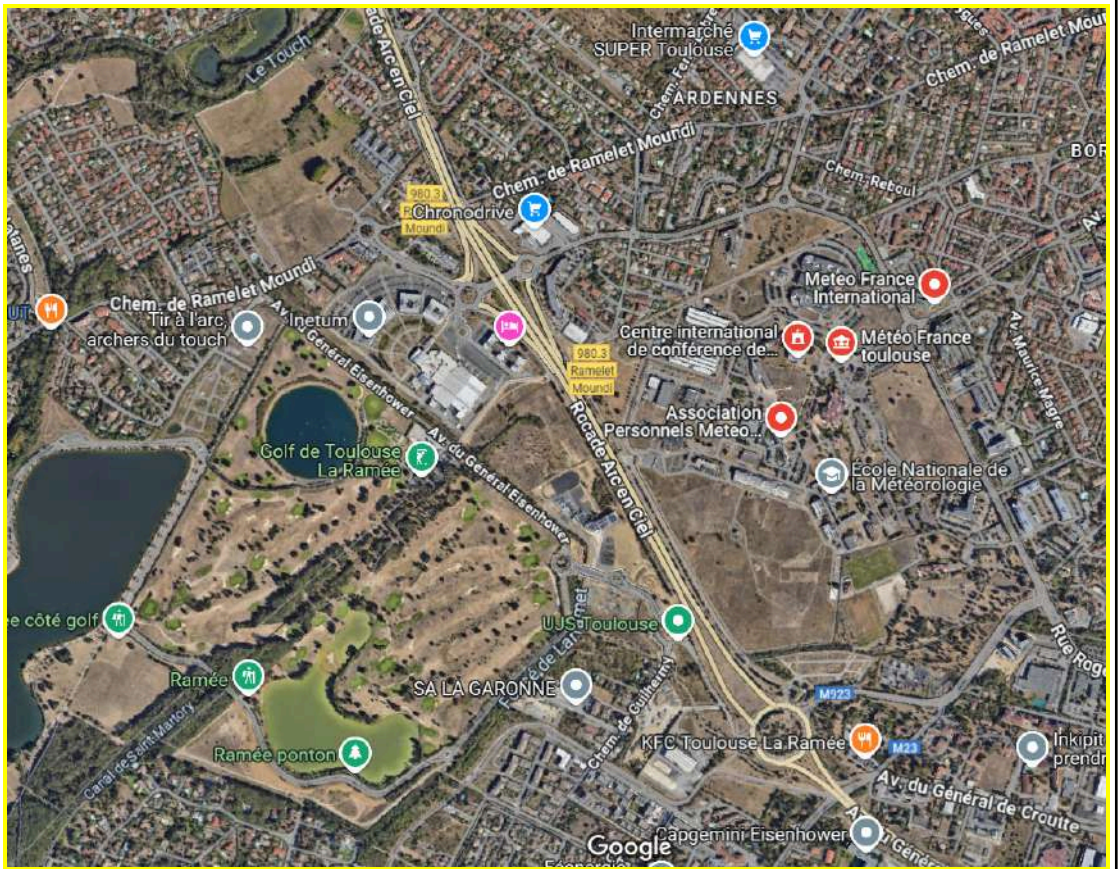

Descriptif de l'ouvrage	1 bâtiment
Hauteur max	- Sous-sol à R+2

Type de toiture	Etanchéité avec et sans protection lourde
Superficie de la parcelle	10 472 m²

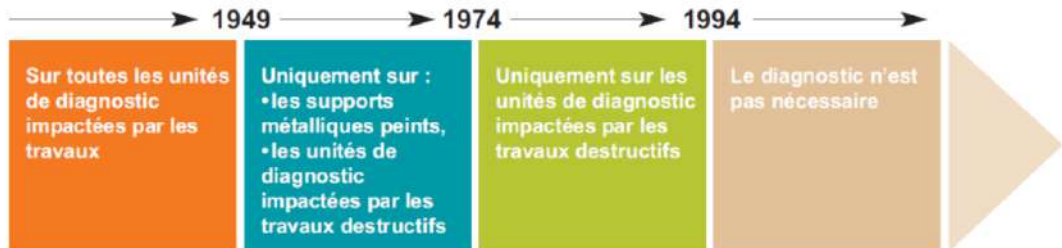
2. Liste des intervenants

LISTE DES INTERVENANTS						
Equipe maître d'ouvrage et maîtrise d'oeuvre			NOM	ADRESSES	INTERVENANTS	COORDONNÉES DE CONTACT
Maître d'ouvrage			METEO FRANCE	42 AVENUE GASPARD CORIOLIS 31100 TOULOUSE	EMORINE Eric	eric.emorine@meteo.fr
Maître d'ouvrage			METEO FRANCE	42 AVENUE GASPARD CORIOLIS 31100 TOULOUSE	BORDELAIS André	andre.bordelais@meteo.fr
Maître d'ouvrage			METEO FRANCE	42 AVENUE GASPARD CORIOLIS 31100 TOULOUSE	ABDERHALDEN Xavier	xavier.abderhalden@meteo.fr
Maître d'ouvrage			METEO FRANCE	42 AVENUE GASPARD CORIOLIS 31100 TOULOUSE	FAUQUE Eric	eric.fauque@meteo.fr 0608430184
MOE			ARRO Ingénierie	8 avenue des Thébaudières 44 800 Saint Herblain	M. FOUINEAU	06 08 09 58 27
Coordonnateur SPS titulaire			MC COORDINATION	16 rue Paul Gauguin 81370 Saint Sulpice la pointe	Marie Rubira	marie@mc-coordination.fr 06 64 49 29 36
Coordonnateur SPS suppléant			MC COORDINATION	16 rue Paul Gauguin 81370 Saint Sulpice la pointe	Charlotte Therle	charlotte@mc-coordination.fr 07 60 69 58 84
Organismes de prévention			ADRESSES			COORDONNÉES DE CONTACT
OPPBTP			3 chemin du pigeonier de la cépière 31100 Toulouse			occitanie@oppbtp.fr
CARSAT			2 rue Georges Vivent 31100 Toulouse			prevention@carsat-mp.fr
INSPECTION DU TRAVAIL			DDETS31- Rue Emile Paul Heuillet Blouin, 31500 Toulouse			ddets-direction@haute-garonne.gouv.fr
Entreprises			ENTREPRISES	ADRESSES	INTERVENANTS	COORDONNÉES
N° Lot	Dénomination du lot	Type				
01	Étanchéité	Titulaire				
02	Serrurerie	Titulaire				

3. Analyse environnementale

Thématique	Informations à prendre en compte
Localisation	  <p>Adresse exacte : 42 Av. Gaspard Coriolis, 31100 Toulouse</p> <p>Servitudes :</p>

Thématique	Informations à prendre en compte										
	<ul style="list-style-type: none"> → Servitudes d'accès intérieur, pour les piétons. → Servitudes d'accès intérieur, pour les véhicules particuliers. → Servitudes d'accès intérieur, pour les services de secours éventuels. → Servitudes liées au trafic extérieur <p>Emprise sur espace public :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Autorisation de voirie à demander par l'entreprise concernée auprès du MOA 										
Réseaux existants	<p>N° de téléconsultation des DT : Non transmise</p> <p>Le retour des DT a été communiqué au CSPS : Non</p> <p>Si site occupé, le plan de recollement des réseaux du site a été communiqué au CSPS : Non</p> <p>Présence de réseaux aériens : Oui en façade/toiture</p> <p>Présence de réseaux enterrés : Non Concerné</p>										
Amiante	<p>Conformément aux articles L4412-2 et R4412-97 du code du travail, un rapport de repérage amiante avant travaux doit être fourni au CSPS pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997.</p> <p>Le chantier est soumis à cette réglementation : Oui</p> <ul style="list-style-type: none"> → Le repérage amiante avant travaux doit être réalisé conformément au programme des travaux du présent PGC → Les investigations approfondies devront être réalisées → Un pré-rapport ne répond pas à la réglementation <p>Le repérage amiante avant travaux a été transmis au CSPS : Non</p> <table border="1"> <tr> <td>Repérage réalisé le</td><td></td></tr> <tr> <td>Par</td><td></td></tr> <tr> <td>Portant la référence</td><td></td></tr> <tr> <td>Conclusion du rapport</td><td>Pas de diagnostic transmis ▾</td></tr> <tr> <td colspan="2"><i>Voir le rapport joint au DGE par le maître d'œuvre.</i></td></tr> </table> <p>Qualification des intervenants</p> <ul style="list-style-type: none"> → Tout intervenant amené à être en contact avec des matériaux amiantés (personnel de chantier et encadrement) doit posséder une attestation de compétence. Cette dernière est délivrée à la suite d'une formation dispensée par un organisme certifié. <p>Découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante</p> <ul style="list-style-type: none"> → Les matériaux identifiés ne devront en aucun cas être déplacés et leur présence devra être signalée au Maître d'ouvrage (ou son représentant), au Maître d'œuvre, ainsi qu'au Coordonnateur SPS. Ces derniers indiqueront la procédure à suivre concernant leur traitement. → Balisage de la zone → Suspension des travaux dans l'attente des résultats du diagnostic 	Repérage réalisé le		Par		Portant la référence		Conclusion du rapport	Pas de diagnostic transmis ▾	<i>Voir le rapport joint au DGE par le maître d'œuvre.</i>	
Repérage réalisé le											
Par											
Portant la référence											
Conclusion du rapport	Pas de diagnostic transmis ▾										
<i>Voir le rapport joint au DGE par le maître d'œuvre.</i>											

Thématique	Informations à prendre en compte										
Plomb	<p>Le maître d'ouvrage (MOA – et les autres donneurs d'ordre) a l'obligation a minima au titre de l'article L4531-1 du Code du travail, de participer à la mise en œuvre de la majeure partie des principes généraux de prévention prévus à l'article L4121-2 du Code du travail et, de facto, à l'évaluation des risques concernant son opération.</p> <p>Les situations pour lesquelles le diagnostic plomb est préconisé sont définies ci-après :</p>  <p>Le chantier est soumis à cette réglementation : Oui</p> <p>Le repérage plomb avant travaux a été transmis au CSPS : Non</p> <table border="1"> <tr> <td>Repérage réalisé le</td><td></td></tr> <tr> <td>Par</td><td></td></tr> <tr> <td>Portant la référence</td><td></td></tr> <tr> <td>Conclusion du rapport</td><td>Pas de diagnostic fourni</td></tr> <tr> <td colspan="2">Voir le rapport joint au DCE par le maître d'œuvre.</td></tr> </table> <p>→ Se référer à l'ED 6374.</p>	Repérage réalisé le		Par		Portant la référence		Conclusion du rapport	Pas de diagnostic fourni	Voir le rapport joint au DCE par le maître d'œuvre.	
Repérage réalisé le											
Par											
Portant la référence											
Conclusion du rapport	Pas de diagnostic fourni										
Voir le rapport joint au DCE par le maître d'œuvre.											
Structure du bâtiment existant	<p>Spécificités connues par le CSPS :</p> <p>→ Risque de chute de hauteur en périphérie de la toiture et à travers les skydomes/verrières</p> <p>Toitures :</p> <p>→ Accès sécurisé présent : non</p> <p>Le lot 01 doit le montage et le démontage de sapines d'accès extérieures en toiture, pour chaque toiture impactée par les travaux</p> <p>→ Moyen de protections en toiture présent : Absent</p> <p>Le lot 01 doit le montage et le démontage de protections collectives en périphérie de la toiture, pour chaque zone présentant un risque de chute (trémies, skydome, verrière...)</p>										

B - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur

1. Installations de chantier

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
Base vie pour les chantiers < 4 mois	Le dimensionnement de l'installation de chantier devra être adapté à l'effectif de pointe du chantier, sous-traitants compris.	LOT 01	Permanent
	Base vie mobile autonome : → Ces bases vies devront répondre à la réglementation ci-dessous → Leur nombre doit être adapté à l'effectif du chantier	LOT 01	Permanent
	Vestiaires (article R4534-139 du code du travail) : → Éclairé → Convenablement aéré → Chauffé en saison froide → Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigé) → Nettoyé 1 fois par jour → Exempt de tout stockage de produits et matériaux → Muni de sièges en nombre suffisant Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail). (*) voir note de bas de page	LOT 01	Permanent
	Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) : → 1 orifice pour 10 travailleurs → Eau potable → Si possible à température réglable → Moyens de nettoyage : à avoir toujours sur site en quantité suffisante → Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire : à avoir toujours sur site en quantité suffisante		
	Douches : → Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.		
	Eau pour la boisson : → Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)		
	Cabinets d'aisance et urinoirs (articles R4228-10 à R4228-15 et		

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
	<p>R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> → 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés → Chasse d'eau → Éclairage → Chauffage en saison froide → Sols et parois imperméables et facilement nettoyables → Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur → Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires → Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412- 149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail → 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau → Papier hygiénique et savon : à avoir toujours sur site en quantité suffisante → Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	LOT 01	Permanent
	<p>Réfectoire : Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier , mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Tables + chaises en nombre suffisant → Réchaud → Garde-manger → Réfrigérateur si possible → Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>		
	<p>Personnel féminin :</p> <ul style="list-style-type: none"> → En cas de personnel féminin sur le chantier, vestiaires et sanitaires spécifiques répondant aux demandes ci-dessus devront être prévus. 		
	<p>(*) pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).</p>		
	<p>Si les locaux sont mis à disposition par la MOA ils doivent répondre aux mêmes exigences.</p>	MOA	
Clôtures	<p>Clôtures</p> <ul style="list-style-type: none"> → Existante : Non → Type de clôtures à installer : Type Barrière Héras → Les recommandations suivantes devront être respectées. : <ul style="list-style-type: none"> ◆ Être attachées entre elles ◆ Être stabilisées au vent ◆ Disposer de portails d'accès (véhicules, piétons) ◆ Une vérification quotidienne de l'état des clôtures devra être réalisée → Fermetures provisoires : Mise en place et déplacements en fonction des différentes phases du chantier, afin de délimiter 	LOT 01	Prépa Permanent

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
	<p>les zones d'interventions dans les bâtiments existants concernés par les travaux, dans tous les niveaux</p> <p>→ Ouverture et fermeture du chantier : L'entreprise du lot 01 sera responsable de l'ouverture et de la fermeture du chantier. Lors de son départ un accord peut être réalisé avec un autre corps d'état afin de gérer cette ouverture et fermeture. Cet accord devra être signé et une copie devra être transmise au CSPS</p> <p>Emprise</p> <p>→ Mise en oeuvre en périphérie du projet</p> <p>→ Déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux</p> <p>→ Lors d'impact sur le domaine public prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows) ◆ Emprise d'une zone d'implantation de grue fixe, mobile ◆ Emprise à prévoir pour PEMP (plateforme élévatrice mobile de personnel). ◆ Emprise pour mise en oeuvre d'échafaudages extérieurs ◆ Emprise à prévoir pour modification de trottoir et de voirie, de circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux 	LOT 01	
Signalétique	<p>A minima la signalétique suivante est à prévoir :</p> <p>Au droit des accès :</p> <p>→ "Chantier interdit au public"</p> <p>→ "Port du casque obligatoire"</p> <p>→ "Port des bottes ou chaussures de sécurité obligatoire"</p> <p>→ Limite de vitesse autorisée</p> <p>→ "Sortie de camions"</p> <p>→ "Entrée" et "Sortie" de chantier</p> <p>Au sein du chantier :</p> <p>→ Fléchage des voies de circulation dès l'accès</p> <p>→ Fléchage d'accès à la base vie</p> <p>→ Identification des bâtiments</p> <p>La signalétique devra être entretenue durant toute la durée du chantier.</p> <p>Le plan d'installation devra l'intégrer.</p>	LOT 01	Prépa Permanent
Surveillance du chantier	<p>Un gardiennage est prévu sur le chantier : NON</p> <p>Gardiennage du site existant</p>	MOA	

2. Plan d'Installation de chantier à charge du lot 01

Thématique	Mesures à prévoir
Généralités	<p>Projet de PIC annexé au DCE : Non</p> <ul style="list-style-type: none"> → En phase préparation le lot 01 soumettra au CSPS le PIC pour validation. → Le Plan sera décomposé si nécessaire suivant les phases du chantier. → Le PIC sera diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants. → Celui-ci devra être visible de tous dès l'entrée du chantier.
Contenu	<p>Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), → Parkings des véhicules personnels → Parkings véhicules chantier → Zone containers et bungalows entreprises → Voies de circulation intérieures Véhicules et Piétons → Règles de circulation intérieure (sens, vitesse...) → Position des clôtures de chantier, du portail d'accès → Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure → Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> ○ Position de base ○ Zones d'évolution ○ Zones d'interférences ○ Zones d'interdiction de survol → Emplacement du/des poste/s de préfabrication → Emplacement des aires de stockage → Emplacement des aires de lavage → Emplacement des éléments mis en commun : recettes à matériaux / lift → Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets → Points de raccordement en énergie électrique et eau potable → Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS

3. Mutualisation des moyens : récapitulatif des moyens retenus en phase conception par le maître d'ouvrage

Thématique	Mesures à prévoir	Lot installateur
Grue	Moyen retenu : NON	SO
Recettes à matériaux	Moyen retenu : Non	SO
Monte matériaux / lift	Moyen retenu : Non	SO
Mise en service anticipée des	Moyen retenu : Non	EL / ASG

Thématique	Mesures à prévoir	Lot installateur
ascenseurs		
Echafaudage ou SAPINE D'ACCES	<p>Moyen retenu : Oui</p> <p>Durée : à définir</p> <ul style="list-style-type: none"> → Montage d'échafaudage/Sapine d'accès dont l'objectif sera : Accès en toiture → Le maître d'oeuvre indiquera au planning la mise en commun de l'échafaudage <p>Installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Les échafaudages seront conformes au décret 924-2004 du 1er septembre 2004 et à la recommandation R408 de la CNAMTS → L'implantation de l'échafaudage doit être située au maximum à 20 cm de la façade, dans le cas contraire, des garde-corps intérieurs devront être installés → Mise en place de dispositifs de protection contre les chutes d'objets (auvents, filets...) au droit des entrées des bâtiments → L'installateur proposera dès la phase de préparation, le matériel qu'il prévoit de mettre à disposition pour le chantier, et proposera également une convention de mise à disposition et d'utilisation de celui-ci. → Avant toute utilisation : S'assurer et mettre à disposition sur l'échafaudage la fiche de vérification du montage de l'échafaudage. <p>A charges des entreprises utilisatrices :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Planifier ses interventions en tenant compte de la période de mise à disposition des échafaudages. → Indiquer à l'entreprise installatrice, par l'intermédiaire de l'OPC, pendant la période de préparation du chantier, ses besoins relatifs à une utilisation des échafaudages 	<p>LOT 01</p> <p>LOT 01</p> <p>EC</p>
Prêt entre entreprises	Tout type de matériel ou engin prêté doit faire l'objet d'une convention rédigée par l'entreprise installatrice afin de formaliser précisément les rôles et responsabilités de chacun.	EC

C- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent

1. Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
Accès chantier	Une voie d'accès est existante : Oui <ul style="list-style-type: none"> → Localisation : voir paragraphe A.3. Analyse environnementale → Nature : privée → Entretien général : goudronné correct / sans difficulté apparente <p>La voie d'accès existante doit permettre une circulation sécurisée de l'ensemble des véhicules sans contraintes spécifiques d'accès.</p> <p>Les voies doivent être praticables et adaptées aux besoins (circulation engins, PL, VL, piétons). La couche de forme doit avoir une résistance suffisante et être compatible avec les surcharges induites.</p>	SO	Permanent
	Création d'une voie d'accès : Non	SO	
	Une signalétique adaptée doit être mise en oeuvre	Lot 01	Permanent
	Des horaires d'accès spécifiques doivent être respectées : Oui Horaires du site	Tous	Permanent
Parking chantier	Présence d'un parking existant : Oui <ul style="list-style-type: none"> → Aménagement d'une plateforme destinée aux stationnements pour les besoins du chantier → Les zones de stationnement devront être identifiées visuellement sur le chantier → Les véhicules personnels ne sont pas autorisés sur le chantier hors déchargement. Leur stationnement devra être réalisé sur voirie publique. 	Lot 01	Dès le démarrage Permanent Permanent
Circulations horizontales	Cheminement piéton : <ul style="list-style-type: none"> → Création d'un cheminement sécurisé depuis l'entrée du chantier jusqu'à la base vie et aux postes de travail → Le cheminement piéton doit être séparé du flux des engins et des voies de circulation des véhicules → Marquage au sol provisoire pour passage(s) protégé(s) pour piétons (pour les travailleurs du chantier) → Dès que nécessaire, mise en oeuvre de passerelles de franchissement sécurisées 	Lot 01	Permanent
	Circulation des engins : <ul style="list-style-type: none"> → Circulation des engins en marche avant → Limitation de la vitesse de circulation des engins à 15km/h sur le chantier 	Tous	Permanent

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
	<ul style="list-style-type: none"> → Guidage des engins par le chef de manoeuvre → Avertisseurs sonores de recul / caméra / radar obligatoire (recommandation R434) → Téléphone interdit lors de la conduite → Aucune circulation autorisée en tête de talus / tranchées 		
	Circulation intérieure : <ul style="list-style-type: none"> → Les circulations doivent être dégagées de tout encombrement et éclairées → Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. 	Tous Lot 01	Permanent Permanent
Circulations verticales	Assurer l'accès en sécurité collective à un niveau supérieur ou inférieur (autre qu'échelle), pour l'ensemble des entreprises devant intervenir sur le niveau concerné, jusqu'à la fin de leurs interventions et/ou la pose des accès définitifs.	Tous	Permanent
	Circulation extérieure : <ul style="list-style-type: none"> → Mise en oeuvre d'une tour échafaudage contrôlée et réceptionnée pour les accès aux toitures 	LOT 01	Dès que nécessaire
	Circulation intérieure : <ul style="list-style-type: none"> → Mise en oeuvre des escaliers définitifs à l'avancement, ou en cas d'impossibilité mise en oeuvre d'un moyen d'accès collectif sécurisé provisoire → Charpente couverture : Depuis le dernier niveau desservi sous combles, au moyen d'échafaudage réglementaire ou plate-forme individuelle roulante ou tour d'échafaudage escalier → Mise en place d'un échafaudage conforme dans les halls de grande hauteur 	LOT 02 CHARP / COUV EC	Dès que possible CHARP / COUV EC
	Conditions d'utilisation des échelles pour accès ponctuels Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> → Les échelles, escabeaux et marchepieds sont constitués de matériaux appropriés. Ces matériaux et leur assemblage sont d'une solidité et d'une résistance adaptées à l'emploi de l'équipement et permettent son utilisation dans des conditions adaptées → Les échelles, escabeaux et marchepieds sont placés de manière à ce que leur stabilité soit assurée en cours d'accès et d'utilisation et que leurs échelons ou marches soient horizontaux. → Les échelles portables sont appuyées et reposent sur des supports stables, résistants et de dimensions adéquates notamment afin de demeurer immobiles. → Les échelles portables sont soit fixées dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, soit maintenues en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente. 	Tous	Permanent

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
	<ul style="list-style-type: none"> → Les échelles composées de plusieurs éléments assemblés et les échelles à coulisse sont utilisées de telle sorte que l'immobilisation des différents éléments les uns par rapport aux autres soit assurée. La longueur de recouvrement des plans d'une échelle à coulisse doit toujours être suffisante pour assurer la rigidité de l'ensemble. → Les échelles d'accès sont d'une longueur telle qu'elles dépassent d'au moins un mètre le niveau d'accès → Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre → Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) → Une échelle n'est pas un poste de travail 		

2. Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
Manutention manuelle	<ul style="list-style-type: none"> → Limiter le port de charges manuelles. → Favoriser les manutentions mécaniques. 	Tous	Permanent
Grue	<p>Réalisation de grutage par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Grue à tour - Grutage mobile <p>Installation :</p> <p>Le montage et démontage d'une grue à tour se fait en l'absence d'autres entreprises sur le chantier. L'entreprise concernée devra avertir le MOE de ses dates de montage de grue afin d'intégrer de les intégrer au planning.</p> <p>Vérifications réglementaires (pour tout type de grue) dont les rapports sont à transmettre au CSPS avant utilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Le rapport d'examen d'adéquation de la grue, qui « consiste à vérifier qu'il est approprié aux travaux que l'utilisateur prévoit d'effectuer ainsi qu'aux risques auxquels les travailleurs sont exposés ; et que les opérations prévues sont compatibles avec les conditions d'utilisation de l'appareil définies par le fabricant ». Il est composé de : <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'étude des charges à lever ◆ L'examen environnemental de site (emplacement, altimétrie, effets de site éventuels) ◆ L'étude de stabilité de l'assise (fondations) 	LOT 01 et LOT 02	Pendant présence grue et selon planning MOE

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
	<ul style="list-style-type: none"> → Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement → Les zones de stockage doivent être balisées. → Aucun stockage ne doit avoir lieu sur les zones de circulation. → Tous les matériaux présentant un risque de blessure devront être protégés → Aucun stockage autorisé directement en tête de talus / tranchée → Aucun stockage autorisé sur les containers → Le stockage des matières dangereuses devront être conformes aux fiches données sécurité → Le stockage des l'amiante et du plomb doit être réalisé conformément à la réglementation, sur zone dédiée → Un extincteur devra être présent à proximité directe de tout stockage de matière inflammable 	<p>Tous</p> <p>LOT 01 Tous</p> <p>Tous</p> <p>EC</p> <p>Tous EC</p> <p>EC</p> <p>EC</p>	Permanent

4. Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
Stockage	<p>Collecte et Stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place de bennes et/ou de containers spécifiques pour les déchets, clairement identifiés par une signalétique adaptée au type de déchets stockés. → Sécurisation des zones de stockage → Adaptation du nombre et de la taille des bennes/containers en fonction du volume de déchets généré et de la fréquence des rotations. <p>Gestion des Rotations:</p> <ul style="list-style-type: none"> → Planification des rotations selon l'avancement chantier et adaptée aux besoins <p>Emplacement des Bennes/Containers :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Installation des bennes/containers au plus proche des zones de production des déchets, tout en respectant les contraintes d'accès et de sécurité. → Adaptation de l'emplacement des bennes/containers en fonction de l'avancement du chantier. 	<p>LOT 01 et LOT 02</p> <p>LOT 01 et LOT 02</p> <p>LOT 01 et LOT 02</p>	Permanent
Elimination et évacuation	<ul style="list-style-type: none"> → Mise en place de goulottes en façades. → Mise à disposition sur les différents niveaux du chantier, et jusqu'à la fin de celui-ci, de chariots grutables et compatibles avec les engin de levage du chantier, afin d'acheminer les déchets vers les zones d'évacuation. → Nettoyage et évacuation quotidienne des déchets au poste de travail 	<p>LOT 01 et LOT 02</p> <p>LOT 01 et LOT 02</p>	<p>Démol</p> <p>Jusqu'à retrait grue</p>

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
	<ul style="list-style-type: none"> → Utilisation d'ascenseurs mis à disposition du chantier → Interdiction de jeter des déchets depuis un point haut. 	Tous	Permanent

5. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
Enlèvement matériaux dangereux	<p>L'enlèvement des matériaux dangereux (tels que l'amiante, le plomb, les solvants, ou tout autre produit classé dangereux) devra être réalisé conformément à la réglementation en vigueur, notamment le Code du travail, le Code de l'environnement, et les textes spécifiques à chaque type de matériau (ex. : décret amiante). Les entreprises devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Ne pas mélanger les matériaux dangereux avec d'autres déchets du chantier → Mettre en place les protections collectives adaptées → Étiqueter, emballer et évacuer les déchets dangereux conformément aux prescriptions réglementaires → Nettoyer les zones après intervention et effectuer des contrôles si requis 	EC	Permanent

6. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
Protections collectives	Rappel des principes généraux de prévention (Article L.421-2 du code du travail) : Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.	Tous	Permanent
	Toutes les mesures de protection collective sont définies au sein du présent PGC et sont affectées à un lot dans la colonne : "Lot mettant en oeuvre la mesure".		
	L'entreprise en charge de la mesure doit s'assurer de sa mise en oeuvre et de son entretien jusqu'à son retrait définitif.		
	Le retrait d'une protection collective provisoire est possible seulement dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> → Suite à la suppression du risque en cours de chantier → Suite à la mise en oeuvre de la protection définitive 		
	<u>Modification d'une protection collective :</u>		

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
	<p>Si une entreprise doit modifier les protections collectives provisoires en place pour effectuer ses travaux, elle doit les remplacer par un dispositif offrant une protection équivalente pendant toute la durée de son intervention.</p> <p>Durant ce changement une continuité de protections collectives doit être assurée pour toutes les entreprises.</p> <p>À la fin de son intervention, l'entreprise doit rétablir une protection collective dont le niveau est au moins équivalent à celui de la protection initialement mise en place.</p>		
	<p>Définition d'un garde-corps : La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée :</p> <p>1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :</p> <p>a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;</p> <p>b) Une main courante ;</p> <p>c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur;</p> <p>2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</p>	EC	Permanent
Accès provisoire	<p>Au même titre que les protections collectives, les accès provisoires sont définis au sein du présent PGC et sont affectés à un lot dans la colonne : "Lot mettant en oeuvre la mesure".</p> <p>L'entreprise en charge de l'accès doit s'assurer de sa mise en oeuvre et de son entretien jusqu'à son retrait définitif.</p>	EC	Permanent
Installation électrique générale	<p>Installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Gestion du raccordement général du chantier via une armoire principale dès la phase de préparation → Le raccordement jusqu'à l'armoire générale doit être protégé des différentes circulations du chantier : soit fourreaux enterrés, soit poteaux provisoires → Les raccordements depuis l'armoire générale vers les différentes armoires (grue, base de vie, autres armoires..) doivent être protégés des différentes circulations du chantier sous fourreaux enterrés <p>Les groupes électrogènes sont acceptés provisoirement.</p> <p>Utilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Chaque entreprise devra transmettre au lot 01 ses besoins en puissance électrique pendant la période de préparation → Vérification obligatoire de l'installation électrique générale avant sa mise en service par un organisme accrédité. Cette vérification a lieu au démarrage du chantier, ou lors de modifications importantes de l'installation. 	<p>LOT 01</p> <p>LOT 01</p> <p>LOT 01</p> <p>Tous</p> <p>LOT 01</p>	<p>Permanent</p> <p>Permanent</p> <p>Permanent</p> <p>Prépa</p> <p>Permanent</p>

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
	<ul style="list-style-type: none"> → Une dérogation existe pour les installations électriques temporaires de chantier présentes dans les chantiers de 3e catégorie (art. R. 4532-1 du Code du travail) et d'une puissance inférieure à 100 kVA. Lorsque les deux conditions sont réunies, la vérification peut être réalisée par une personne qualifiée ayant des connaissances approfondies dans le domaine de la prévention des risques électriques et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. → Durant le chantier, une vérification périodique est effectuée annuellement au minimum. → L'ensemble des rapports doivent être transmis au coordonnateur SPS et les réserves levées avant utilisation. 	<p>LOT 01</p> <p>LOT 01</p> <p>LOT 01</p>	<p>Permanent</p> <p>Permanent</p> <p>Permanent</p>
Installations électriques secondaires	<p>Installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Gestion et installation des coffrets secondaires conformes au fur et à mesure de l'avancement du chantier → Aucun point du bâtiment, à chaque niveau, ne doit être distant de plus de 25 mètres de l'un des coffrets précédents → Les coffrets doivent être fixés au mur ou posés sur un support adapté → Les raccordements doivent être protégés et ne pas encombrer les circulations <p>Utilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Les entreprises ne devront pas utiliser de rallonge de plus de 25 mètres → L'utilisation d'une rallonge ou d'un équipement portatif défectueux est interdite sur le chantier <p>Cas particulier - Utilisation d'installations électriques existantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Utilisation de l'existant sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage → Les entreprises devront s'assurer de la présence effective de dispositifs de protection (disjoncteurs, différentiel 30 mA) et éviter tout branchement sauvage ou improvisé. En cas de doute ou d'inadéquation, des installations provisoires normalisées devront être mises en place. 	<p>LOT 01</p> <p>Tous</p> <p>Tous</p>	<p>Permanent</p> <p>Permanent</p> <p>Permanent</p>
Eclairage de chantier	<p>Eclairage intérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> → L'éclairage des circulations est posé au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Si utilisation de guirlandes lumineuses, ces dernières doivent être suspendues et ne doivent pas encombrer les circulations. → Cette installation est indépendante des autres circuits d'utilisation (prises de courant) et elle doit assurer un éclairage adapté → L'installation définitive d'éclairage du bâtiment en construction peut être utilisée sous réserve d'informer 	<p>LOT 01</p> <p>LOT 01</p> <p>LOT 01 / MOE</p>	<p>Permanent</p> <p>Permanent</p> <p>Dès que nécessaire</p>

22/33

Phase TRAVAUX

<u>Phase travaux</u>	Lot mettant en œuvre la mesure
<p><i>Risques liés au réseaux électriques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires → Repérer (baliser, marquer) l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. → Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre. • Mise en place de chaque côté de la ligne, de gabarits de passage conservant la distance de sécurité réglementaire en vue de passer sous la ligne. • Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux → Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie → Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre → Veiller à la consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre avant intervention 	<p>EC</p> <p>LOT 01</p> <p>LOT 01</p> <p>EC</p> <p>EC</p>
<p><i>Risques liés au renversement des installations</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Réalisation des études de sol et de fondations avec ouvrages spécifiques suivant besoins pour les installations de levage 	<p>LOT 01 et LOT 02</p>
<p><i>Risques liés aux démolitions</i></p> <ul style="list-style-type: none"> → Consultation des plans de récolement, analyse de l'existant afin de déterminer les moyens d'étaisements (nécessite une note de calcul si > 6m) et phasages nécessaires aux travaux de démolition ou de reprise en sous œuvre → Réalisation une étude détaillée afin de déterminer : <ul style="list-style-type: none"> - le procédé de démolition et les moyens mécaniques à mettre en œuvre, - la séquence des démolitions, notamment afin de ne pas surcharger les planchers existants avec des gravats ou une circulation d'engins, - les étaisements nécessaires le cas échéant, - la stabilité des éléments restants (tenir compte des effets du vent) ou contiguës/mitoyens (y compris sous-sol), - le périmètre de sécurité. → Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise. → Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement des démolitions / déposes → Mesures conservatoires pour les démolitions <u>sur les ouvrages maintenus</u> : Avant toute démolition, renforcer, s'il y a lieu et en fonction des recommandations du Bureau d'études Structure par tout procédé approprié, les parties désolidarisées restantes. Mettre en place, préalablement les protections collectives appropriées et fournir aux personnels les EPI réglementaires nécessaires pour la mise en œuvre de ces protections collectives. 	<p>LOT 02</p>

Phase travaux	Lot mettant en œuvre la mesure
<p>Risques de chute de hauteur</p> <ul style="list-style-type: none"> → Concertation préalable, à l'initiative du LOT 01, avec tous les lots concernés, pour le choix et la position des protections collectives (garde-corps, fermetures de trémie ou réservation...) permettant le maximum de travaux en sécurité sans démontage de ces protections. → Protections collectives en périphérie de toute la toiture mises en place de façon à permettre les travaux sans dépose de celles-ci. Les protections précitées devront servir à l'ensemble des travaux en toiture (étanchéité, couverture, zinguerie, pose des équipements fluides). Les lisses doivent être rigides, non réalisées à l'aide de filets. → La pose des protections précitées devra être réalisée à l'aide d'EPI type harnais avec stop chute. → Mise en œuvre d'un accès sécurisé en toiture → Pose de filets en sous face de charpente, sur la totalité de la surface à couvrir. 	<p>LOT 01</p> <p>LOT 02</p>
<p>Risques d'écrasement et de chute de matériels</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place d'auvents métalliques provisoires au droit des entrées pour les travaux en surplomb générant un risque → Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel → Balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute d'objet liés à l'intervention → Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation → Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol 	<p>EC</p>
<p>Risque de chute de plain-pied</p> <ul style="list-style-type: none"> → Surveillance accrue pour les enlèvements des déchets et de leur évacuation, afin d'éviter toute circulation encombrée et notamment dans les escaliers → Les déchets doivent être évacués quotidiennement par chaque entreprise 	<p>Tous</p>
<p>Risques d'instabilité d'éléments de charpente</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place de contreventements provisoires ou définitifs à l'avancement dans l'attente de la mise en œuvre des assemblages 	<p>LOT 02</p>
<p>Risques de blessures, émission de poussières</p> <ul style="list-style-type: none"> → Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. → Privilégier le captage à la source 	<p>EC</p>
<p>Risques liés à l'évolution des engins</p> <ul style="list-style-type: none"> → Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul en parfait état de fonctionnement → Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins → Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées → Interdiction de circuler avec les engins à proximité des tranchées réalisées ou tête de talus <p>Utilisation de nacelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Utilisation sur sol plan et stabilisé → Balisage des zones d'intervention → Absence de co-activité verticale 	<p>Tous</p>

Phase travaux	Lot mettant en œuvre la mesure
<p>Risque d'incendie</p> <ul style="list-style-type: none"> → Tous les travaux par point chaud doivent être réalisés avec un extincteur à proximité directe du poste de travail, celui-ci doit être adapté et contrôlé. Surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux. → Les éléments inflammables doivent être éloignés. → Utilisation d'écran de protection, notamment lors de co-activité et projection d'étincelles. 	EC
<p>Risques liés à la présence de plomb</p> <ul style="list-style-type: none"> → Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage. <p>Pendant les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> → L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. → Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. → Intervention de personnel formé. → Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. → Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb → Installation à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie des locaux impactés, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires. → Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier. <p>Après les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. → L'entreprise effectuera, avant restitution des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. 	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.
<p>Risques liés à la présence amiante – Intervention en sous-section 4</p> <ul style="list-style-type: none"> → Pas de co-activité simultanée durant l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante. → Respect des modes opératoires (transmis aux organismes de prévention) → Réalisation selon analyse des risques, d'une mesure d'empoussièrement à la fin de l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, à la charge de l'entreprise concernée. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre ») 	EC

D- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

Thématique	Mesures à prévoir
Activités sur le site	<p>Présence d'activité sur le site : Oui</p> <p>Type d'activité : METEOPOLE Visite avec l'exploitant : non réalisée</p>
	<p>Informations préalables aux interventions</p> <p>→ L'établissement reste en activité pendant toute la durée du chantier.</p> <p>L'entreprise doit condamner l'accès à la terrasse afin d'interdire son utilisation par les usagers pendant la durée du chantier.</p> <p>→ Un plan de prévention est obligatoire : à réaliser avec le responsable du site avant intervention</p> <p>→ Le chantier est soumis à permis feu : Oui</p>
	<p>Contraintes d'accès</p> <p>→ Accès réglementé depuis Poste de Garde</p> <p>→ Les horaires d'intervention sont soumis à des restrictions spécifiques : Oui</p> <p>Respecter les horaires du site</p> <p>L'entreprise adapte les horaires de travail pour ne pas intervenir sur la pause méridionale (11h15 – 14h15) sur ces verrières.</p> <p>→ Toute demande de dérogation devra être validée par le Maître d'ouvrage.</p>
	<p>Organisation des circulations</p> <p>→ Respecter le plan de circulation du site</p> <p>→ Les itinéraires des entreprises ne doivent pas générer de risque sur les occupants.</p> <p>→ Le plan d'installation de chantier devra identifier les circulations des véhicules au sein du site</p> <p>→ Les circulations piétonnes communes au sein d'un bâtiment ne devront pas faire l'objet de voie d'approvisionnement ou de zone de stockage</p>
	<p>Délimitations des zones de travaux et zones à risques</p> <p>→ Les zones de chantier doivent être clairement balisées, sécurisées et signalées.</p> <p>→ En cas d'intervention ponctuelle hors zone chantier, celle-ci devra être clairement balisée</p> <p>→ Accès interdit au personnel non autorisé : affichage au droit des accès</p> <p>→ Utilisation de cloisons, bâches ou grillages pour isoler les zones en travaux.</p> <p>→ Maintien des conditions de sécurité, propreté et confinement (poussières, bruit).</p> <p>→ Interdiction formelle de survol de zones occupées par des engins (grues, nacelles).</p> <p>→ Maintien des issues de secours et les voies pompier libres pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Chaque entreprise doit assurer l'information et la communication aux usagers depuis la préparation de chantier jusqu'à la réception des ouvrages, par tous les moyens nécessaires (affichage dans les halls, signalétiques, prises de RDV, etc.). Chaque</p>

Thématique	Mesures à prévoir
	<p>entreprise doit une information concrète, détaillée, répétée et adaptée, pendant le déroulement des travaux.</p> <p>A charge du maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Mise en place d'un fléchage provisoire clair pour les utilisateurs (contournements liés aux travaux). → Organisation pour éviter le croisement de flux entre usagers et entreprises.
	<p>Procédure en cas d'urgence :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Particularité : Non → Voir fiche en cas d'accident
	<p>Maintien en exploitation des bâtiments et réseaux</p> <ul style="list-style-type: none"> → Toute coupure de fluide (eau, électricité, chauffage, etc.), intervention bruyante, vibratoire ou perturbant la circulation (interne ou externe) doit faire l'objet : <ul style="list-style-type: none"> - D'une information préalable obligatoire au Maître d'ouvrage - D'un accord écrit, ou d'une validation en réunion hebdomadaire de chantier avec compte rendu. <p>En cas de coupures d'électricité nécessaires, l'entreprise devra informer le Maître d'Ouvrage au moins une semaine à l'avance. Les horaires de coupure seront définis en concertation avec le Maître d'Ouvrage afin de limiter l'impact sur les occupants. Un affichage informatif sera mis en place pour prévenir les usagers. La durée des coupures ne devra en aucun cas excéder deux heures.</p>
Phasage	<p>Les travaux impliquent ponctuellement un phasage et une adaptation aux contraintes de continuité de service du restaurant. Le remplacement des verrières s'opère notamment au droit de la ligne de self, dans un contexte où les salariés du site continuent de prendre leurs repas. De fait, le remplacement de ces verrières s'opère par tranche de 3m, correspondant à l'espacement entre poutres, permettant l'immobilisation minimale de la zone dans la ligne de self.</p>
Activités à proximité	<p>Bâtiment mitoyen : Non</p> <p>Etablissements recevant du public : Oui</p> <p>Chantier mitoyen : Non <i>Pour Rappel réglementaire Art. L. 4531-3 : Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.</i></p>
Travaux sur voirie	<p>Travaux sous circulation : Non</p> <p>Si oui, à charge du lot LOT 01 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise devra définir les mesures de protection nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs exposés à la circulation routière. Ces mesures peuvent inclure la signalisation, le balisage et l'utilisation de séparateurs modulaires. Et devra leur mise en œuvre et entretien durant la totalité du chantier. - Prévoir des zones de stationnement de véhicule et stockage de chantier adaptées - Le port de vêtement haute visibilité est obligatoire - Les véhicules doivent être équipés d'une signalisation adaptée - L'organisation du chantier devra permettre la libre circulation des services de secours et d'exploitation à l'intérieur du chantier.

E- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

1. Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article [R. 4533-1](#)

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
VRD Préalables	Conformément à l'article R.4533-1 du Code du travail , sur tout chantier de bâtiment dont le montant des travaux est supérieur à 760 000 € HT , le maître d'ouvrage est tenu de mettre en place les installations nécessaires à l'exécution des travaux dans des conditions satisfaisantes de santé et de sécurité . Chantier concerné par cette réglementation : Non	MOA	SO
Nettoyage	Installations de chantier → Nettoyage à minima hebdomadaire par personnel spécialisé. → Entretien quotidien de la base vie (réfectoire, sanitaires, vestiaires)	LOT 01 Tous	Permanent Permanent
	Zones de travail chantier → Pour limiter les poussières privilégier l'aspiration à la source → Nettoyage quotidien par chaque entreprise des postes de travail → Évacuation quotidienne des déchets jusqu'à la benne	Tous Tous Tous	Permanent Permanent Permanent
	Accès chantier → SO		
	Défaillance → En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail, le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante ou si impossibilité d'identifier une entreprise, le coût sera imputé à l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier	MOE / CSPS	Permanent

F- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en oeuvre la mesure	Phase
Gestion des secours	Procédure de secours <ul style="list-style-type: none"> → L'affiche 'En cas d'accident' complétée doit être affichée au niveau de la base vie et visible de tous les compagnons (La fiche est présentée en annexe) 	LOT 01	Permanent
	Accès des secours <ul style="list-style-type: none"> → Afin d'assurer une intervention rapide des services de secours, les voies de circulation doivent toujours être libres de tout encombrement. → Mise en oeuvre d'un affichage pour repérer les bâtiments et les étages → Affichage du/des PRS et indication sur le PIC 	Tous LOT 01 LOT 01	Permanent Au fur et à mesure Démarrage
	Sauveteurs secouristes du travail <ul style="list-style-type: none"> → Chaque entreprise doit avoir une personne formée sauveteur secouriste du travail au sein de son équipe. → Le sauveteur secouriste doit être à jour de son recyclage. → Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail. Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés. → Les sauveteurs secouristes du travail devront être clairement identifiés sur leurs tenues de travail. 	Tous	Permanent
	Matériels de secours <ul style="list-style-type: none"> → Dans la base vie, un extincteur et une trousse de premier secours seront mis à disposition des entreprises du chantier → Chaque entreprise devra disposer d'une trousse à pharmacie complète → Chaque entreprise devra disposer d'un téléphone 	LOT 01 Tous Tous	Permanent Permanent Permanent
	Accident <ul style="list-style-type: none"> → Suite à un accident, Le CSPS devra être prévenu dans les 24h. → L'entreprise concernée transmet au CSPS une analyse des causes et des mesures mises en oeuvre pour ne pas renouveler la situation. 	Tous	Permanent
	Infirmierie <ul style="list-style-type: none"> → Dès que l'effectif total d'un chantier, incluant les sous-traitants et les intérimaires, atteint 200 salariés, une infirmerie de chantier, avec présence effective d'un infirmier ou d'une infirmière, doit être mise en place. Au-delà de 800 salariés, un infirmier supplémentaire par tranche de 600 salariés doit être engagé 	SO	SO

Plan Général de Coordination

TRAVAUX DE RÉFECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ ET DES VERRIÈRES DU RESTAURANT DE LA MÉTÉOPÔLE

Thématique	Mesures à prévoir	Lot mettant en œuvre la mesure	Phase
	Travailleurs isolés <ul style="list-style-type: none"> → Eviter les postes de travail isolés chaque fois que cela est possible → Chaque entreprise doit mettre en œuvre une méthodologie d'intervention en cas de travail isolé conformément au code du travail (R4543-19 Un travailleur isolé doit pouvoir signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.) 	Tous	Permanent

Travaux interdits au travail isolé


Risque	Activités
Engins / Équipements de travail	Les manœuvres avec un camion en cas de visibilité insuffisante.
	Le déchargement d'une benne de camion.
	La manœuvre d'équipements de travail servant au levage de charges dans des conditions de visibilité insuffisantes .
Hauteur	Certaines interventions sur les équipements élévateurs installés à demeure ne peuvent être réalisées seul.
	Utilisation d'un harnais de sécurité et de cordes pour le travail en hauteur.
Electrique	La réalisation de travaux au voisinage de parties nues sous tension dans les domaines HTA ou HTB.
	L'intervention d'une personne non habilitée dans un local électrique ou au voisinage d'installations électriques pour des opérations d'ordre non électrique nécessite la présence d'une personne habilitée et désignée.
Travaux espaces confinés	La réalisation de travaux souterrains nécessite au moins une personne en permanence au niveau du treuil.
	Les travaux d'extraction par déroctage ou dragage en fleuve, rivière ou plan d'eau exposant à des risques de chute dans l'eau.
Chimique	L'utilisation de produits antiparasitaires.
	Utilisation d'explosifs et de substances explosives sur les chantiers.
Ambiances	Travaux effectués par une entreprise extérieure dans un établissement où l'activité est réalisée de nuit dans un lieu isolé.
	Les travaux effectués en milieu hyperbare par des travailleurs sous pression.
Chantier forestier et sylvicole	Les chantiers forestiers et sylvicoles doivent être organisés de manière à éviter le travail isolé.
	Certains travaux sur bois chablis et les abattages d'arbres encroués ne peuvent être réalisés seul à l'aide d'outils à main ou de machines à main.

G- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Thématique	Modalités de coopération
Chronologie d'intervention	<p>Avant de pouvoir intervenir sur le chantier, chaque entreprise titulaire ou sous-traitante, doit suivre cette chronologie :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Être notifiée ou agréée par le maître d'ouvrage 2. Prendre rdv avec le CSPS à minima 15 jours avant intervention 3. Réalisation de son inspection commune 3. Transmission de son PPSPS au CSPS 4. Démarrage autorisé <p>Seules les entreprises ayant suivi cette chronologie sont autorisées à accéder au chantier.</p>
Inspection commune	<p>Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :</p> <p><u>Procéder avec le CSPS à une inspection commune :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> → Demande de réalisation d'une inspection commune par l'entreprise dans un délai de 15 jours minimum avant son intervention → En cas d'intervention anticipée, l'obligation de réalisation d'inspection commune est la même. → Si un rendez-vous pour une inspection n'est pas respecté, l'entreprise assume la responsabilité de tout retard pouvant découler du respect des procédures d'autorisation d'accès au chantier liées à la sécurité et à la prévention de la santé. → Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier). Cette personne devra être en capacité de décider des moyens de prévention à mettre en place et transmettre ces informations aux équipes intervenantes. → Préalablement à l'inspection commune, chaque intervenant pourra diffuser au CSPS pour avis un projet de PPSPS
PPSPS	<p>Après réalisation de l'inspection commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Chaque entreprise transmet son propre PPSPS au CSPS → L'entreprise principale doit mettre à disposition son PPSPS au sein de la base vie → Le Plan de retrait amiante ne vaut pas PPSPS <p>Spécificité du CSPS demandé pour le contenu du PPSPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> → La description des travaux et le calendrier d'intervention devront être précis → La liste des sous-traitants devra être tenue à jour et chaque activité sous-traitée détaillée → L'analyse des risques et les mesures mises en oeuvre doivent : <ul style="list-style-type: none"> ◆ correspondre PGC du chantier et à l'inspection commune ◆ prendre en compte les risques exportés, importés et propres à l'entreprise <p>Spécificités prestataires :</p> <ul style="list-style-type: none"> → L'entreprise titulaire est responsable des risques générés par son prestataire. Il doit donc intégrer ces risques au sein de son PPSPS et mettre en place les mesures adaptées. → La liste des prestataires devra être tenue à jour et chaque prestation détaillée
PGC	<ul style="list-style-type: none"> → Les entreprises titulaires sont responsables de transmettre le PGC de l'opération à leurs sous-traitants
Maîtrise de la langue française	<ul style="list-style-type: none"> → Il est impératif qu'au moins un collaborateur de l'entreprise, ayant une parfaite maîtrise de la langue française, soit présent sur le chantier.

H- Annexes

1. Fiche En cas d'accident



OPP3BTP
La prévention BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

- 1 Ici chantier** RÉFECTION DE L'ÉTANCHÉITÉ DE LA TOITURE DU RESTAURANT

À (commune ou arrondissement) 31100 Toulouse

N° 342 Rue Av. Gaspard Coriolis

En face de

Téléphone
- 2 Précisez la nature de l'accident**

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**


Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



2. Projet de plan d'installation de chantier

Non transmis

3. Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (R476)

Pour cette opération, les entreprises intervenant sur le chantier doivent appliquer le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.). Un modèle de ce document est fourni ci-dessous.

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

CSPS	Nom	RUBIRA	Tél.	06.64.49.29.36
Mise à jour	Date de modification	28/05/2025	Eléments modifiés	Création

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier	42 Av. Gaspard Coriolis, 31100 Toulouse	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	SO	
Contraintes horaires de livraisons	A définir avec l'exploitant			
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)		Quai de déchargement	Non	

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
Nom de l'entreprise			Adresse siège	
Nom du réceptionnaire			Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	Type	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur		
Autres renseignements utiles				